



## Maxence Cormier

Avocat à la Cour

Cabinet d'avocats CORMIER-BADIN-APOLLIS  
67, rue de l'Université  
75007 Paris  
Tél. : 01 53 81 05 52

-  06 28 95 36 11 (professionnel)  
06 60 56 89 77 (personnel)
-  maxence.cormier@avocats-cba.fr
-  www.cormierbadinapollis.fr
-  62, rue Saint Placide – 75006 Paris

### DIVERS

Né le 30 septembre 1969 à Rennes (Ille-et-Vilaine)

-

Membre de la Cour nationale de tarification sanitaire et sociale (2007-2012).

-

Membre du Conseil d'administration de l'Association Française de Droit de la Santé (AFDS).

-

Membre du Comité de rédaction de la Revue Générale de Droit médical.

-

Membre du Comité de rédaction de la Revue de droit sanitaire et social (Dalloz, 2001-2007).

### ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

- Avocat associé** Cabinet d'avocats Cormier – Badin.  
Depuis janvier 2012
- Avocat au Barreau de Paris** Collaborateur du cabinet d'avocats Lemoyne de Forges.  
Juill. 2008 à janv. 2012
- Consultant** Au sein du cabinet d'avocats Lemoyne de Forges.  
Mai 1999 à juin 2008
- Directeur juridique d'AUB-SANTÉ** (Association régionale gérant des établissements de santé privés à but non lucratif).  
Sept. 1998 à juin 2008

### DIPLÔMES

- D.E.A. de Finances publiques et de fiscalité** Université Panthéon-Assas (Paris II)  
1993 mention Assez Bien
- D.E.A. de Droit public interne** Université Panthéon-Assas (Paris II)  
1992 mention Assez Bien
- Maîtrise de Droit public** Université Panthéon-Assas (Paris II)  
1991 mention Assez Bien au 1<sup>er</sup> certificat, mention Bien au 2<sup>d</sup> certificat
- DEUG** Université Rennes I  
1989
- Baccalauréat série D** Rennes  
1987 mention Assez Bien

### ENSEIGNEMENTS

- Sept. 2001 à sept. 2011** Maître de conférences associé en Droit public à l'Institut d'Études Politiques de Rennes.
- 2020-2021** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé)  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2019-2020** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé)  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2018-2019** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé).
- 2017-2018** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé);  
Chargé de cours à l'IPAG (Université Paris II – Panthéon-Assas).


**ENSEIGNEMENTS (SUITE)**

- 2016-2017** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2015-2016** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2014-2015** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2013-2014** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2012-2013** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2011-2012** Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2010-2011** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé et DU de Management infirmier) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2009-2010** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé et DU de Management infirmier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Montpellier I (Master II Droit des entreprises de santé) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (Master II Droit Santé Éthique) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2008-2009** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier, Master II Gestion des établissements de santé et DU de Management infirmier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Montpellier I (Master II Droit des entreprises de santé) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (Master II Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2007-2008** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (Master II Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé de cours à l'IFROSS (Master II Direction, Organisation et Stratégie des Organisations Sanitaires, Sociales et Médico-sociales) ;  
Chargé d'enseignement à l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- 2006-2007** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (Master II Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 2005-2006** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (Master II Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.


**ENSEIGNEMENTS (SUITE)**

- 2004-2005** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (Master II Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 2003-2004** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (Master II Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 2002-2003** Chargé de cours au Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée (CESGHP – Montpellier) ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (DESS Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I (DU droit des malades) ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 2001-2002** Chargé de cours à la Faculté des Sciences pharmaceutiques et biologiques de l'Université de Rennes I ;  
Chargé de cours à l'Université de Rouen (DESS Management des établissements de santé et réseaux de soins) ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 2000-2001** Chargé de cours à la Faculté des Sciences pharmaceutiques et biologiques de l'Université de Rennes I ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique ;  
Chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Rennes.
- 1999-2000** Chargé de cours à la Faculté des Sciences pharmaceutiques et biologiques de l'Université de Rennes I ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 1998-1999** Chargé de cours à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I ;  
Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 1997-1998** Chargé d'enseignement à l'École Nationale de la Santé Publique.
- 1996-1997** Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Rennes I en finances publiques (DEUG II) et en droit de la santé (Maîtrise).
- 1995-1996** Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Rennes I en finances publiques (DEUG II) et en droit de la santé (Maîtrise).
- 1994-1995** Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) en droit administratif (DEUG II) et à l'Université de Rennes I en droit de la santé (Maîtrise).
- 1993-1994** Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) en droit administratif (DEUG II).
- 1992-1993** Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) en droit administratif (DEUG II) et à l'Université Jean Monnet (Paris XI) en droit constitutionnel (DEUG I).
- 1991-1992** Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) en capacité en droit administratif et en droit constitutionnel.


**PUBLICATIONS**
**PUBLICATIONS RÉGULIÈRES**

- 4- Co-responsable et rédacteur de la chronique de droit de la régulation de l'offre de soins de la Revue générale de droit médical (depuis juin 2015) ;
- 3- Commentaires et annotations du Code de la santé publique (1ère et 6ème parties), Dalloz, (2005-2011) ;
- 2- Co-rédacteur de la chronique de droit hospitalier de la Revue de droit sanitaire et social (2000-2003) ;
- 1- Coordonnateur de la chronique de droit hospitalier au JCP A (2003-2005) ;

**ARTICLES ET OUVRAGES PUBLIÉS**

- 76 - « **Omnipotence ou impotence des administrations : le cas de l'épidémie de la Covid-19** », Revue de droit sanitaire et social, hors série 2021 - "défiance et droit" ;
- 75 - « **Acte II de la réforme des autorisations sanitaires** », Revue générale de droit médical, n° 79, mai 2021, pp. 33-48 ;
- 74 - « **Le recours au droit souple en période de crise sanitaire majeure** », Revue des juristes de Sciences Po, n° 21, Juin 2021 ;
- 73 - « **L'évolution du régime juridique des cessions d'autorisations sociales ou médico-sociales** », Revue générale de droit médical, nov. 2020, n° 77, pp. 283-302 ;
- 72 - « **Titularité et exploitation des autorisations sanitaires** », Revue de droit sanitaire et social, mai-juin 2020, n° 3, p. 484 à 493 ;
- 71 - « **Droit des autorisations sanitaire et médico-sociale face à l'urgence sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 : deux poids, deux mesures ?** », Revue générale de droit médical, n° 75, juin 2020, pp. 47 à 63 ;
- 70 - « **Réflexions sur les causes et les effets de la concentration du secteur hospitalier français** » (co-rédaction avec Benoit Apollis), Revue générale de droit médical, décembre 2019, n° 73, pp.51 à 70 ;
- 69 - « **Les missions santé environnement des agences régionales de santé** », Revue de droit sanitaire et sociale - hors série environnement et santé, novembre 2019 ;
- 68 - « **La réforme de l'inspection et du contrôle des établissements et services sociaux et médico-sociaux : la fin d'un monopole régalien** », Revue générale de droit médical, juin 2019, n° 3 ;
- 67 - « **Les communautés professionnelles territoriales de santé : l'organisation des soins de premiers recours de demain ?** », Revue de droit sanitaire et social, fév. 2019, n° 1 ;
- 66 - « **Ordonnances hospitalières de janvier 2018 : le délicat équilibre entre pérennisation et précarisation des autorisations sanitaires** », Revue générale de droit médical, mars 2018, n° 66, p. 310 à 326 ;
- 65 - « **La concurrence des sanctions en droit de la santé : le cas des établissements de santé** », in « *Sanctions en droit de la concurrence et concurrence des sanctions* » sous la direction de J.-F. Calmette, Mare et Martin Droit public, 2017, p. 133 à 145 ;
- 64 - « **La dialyse hors centre** », in « *ambulatoire et hospitalisation* », hors-série de la Revue de droit sanitaire et social 2016, p. 57 à 75 ;
- 63 - « **Évolutions récentes du droit et des pratiques en matière d'autorisations sanitaires et médico-sociales** », Perspectives sanitaires et sociales, sept.-oct. 2016, n° 248, p. 60 à 62 ;
- 62 - « **La réforme de la planification sanitaire et médico-sociale** », in le dossier « *La loi de modernisation de notre système de santé* », Les Cahiers de la fonction publique, sept. 2016, n° 369, p. 32 à 36 ;
- 61 - « **Opérations de fusion, scission et apport partiel d'actif** », Perspectives sanitaires et sociales, sept.-oct. 2015, n° 242, p. 56 à 57 ;
- 60 - « **Établissements privés non lucratifs et soins de premier recours : quelle(s) coopération(s) ?** », compte rendu de table ronde in Perspectives sanitaires et sociales, mars-avril 2015, n° 239, p. 56 à 57 ;
- 59 - « **Régulation(s) de l'hôpital public** », in « *l'hôpital public au début du XX<sup>ème</sup> siècle* », sous la Direction de B. Apollis, hors-série de la Revue de droit sanitaire et social 2015, p. 131 à 145 ;
- 58 - « **Situations de redressement ou de continuation judiciaires : le nouveau dialogue de l'administration et du juge judiciaire** », Perspectives sanitaires et sociales, nov.-déc. 2014, n° 237, p. 80 à 81 ;
- 57 - « **Le pilotage national de la lutte contre le cancer** », in « *cancer et droit* », sous la Direction de M.-L. Moquet-Anger et M. Cormier, hors-série de la Revue de droit sanitaire et social 2014, p. 9 à 22 ;
- 56 - « **Connaître les différents outils de coopération. La convention de coopération** », Regards - les dossiers FHP, n° 12, juillet-août 2011, p. 15 à 23 ;
- 55 - « **La loi HPST** », n° spécial de la Revue générale de droit médical, sous la direction de M. Cormier, juin 2011, 240 p. ; article sur « *les établissements de santé privés d'intérêt collectif* », p. 103 à 114 ;
- 54 - « **La notion d'établissement de santé** », in « *Lamy droit de la santé* », mise à jour du fasc. n° 205, avril 2011 ;
- 53 - « **Un nouvel interlocuteur, de nouvelles missions : ARS et délégation de mission de service public** », Regards - les dossiers FHP, n° 5, avril-mai 2010, p. 8 à 19 ;
- 52 - « **La réforme de la coopération inter-hospitalière : rupture ou continuité ?** », in « *La loi HPST regards sur la réforme du système de santé* », sous la direction de É. Couty, C. Kouchner, A. Laude et D. Tabuteau, Presses de l'EHESP, 2009, p. 105 à 117 ;
- 51 - « **Fondements de la patrimonialité des actes administratifs** », Rev. fr. de droit adm., n° 1, janv.-fév. 2009, p. 1 à 7 ;
- 50 - « **La police administrative** » et « **Les interventions de la puissance publique en matière sanitaire et sociale** », in « *Droit administratif et administration* », sous la direction de J. Petit, Les notices, La Documentation Française, septembre 2008, notices n° 21 et 24, p. 123 à 126 et 141 à 146 ;
- 49 - « **L'assermentation des fonctionnaires et agents de l'État et des agences sanitaires** », Revue de droit sanitaire et social, numéro spécial « le droit pénal de la santé », 2008 ;
- 48 - « **Guide du droit des autorisations sanitaires des organismes privés non lucratifs** », FEHAP, sept. 2008, 259 pages.
- 47 - « **Le phénomène contractuel en droit de la santé** », in « *Le contrat en droit de la santé* », Revue générale de droit médical, numéro spécial, septembre 2007, p. 9 à 32 ;
- 46 - « **Le contrôle des investissements hospitaliers** », fascicule n° 121 in « *Droit médical et hospitalier* », Litec, juillet 2007 ;

 PUBLICATIONS (SUITE)

- 45- « **Les groupements de coopération sanitaire : instruments de coopération à privilégier ?** », Revue générale de droit médical, mars 2007, p. 7 à 37 ;
- 44- « **Quels impacts de la planification et des autorisations sanitaires sur les contrats d'exercice ?** », Revue générale de droit médical, décembre 2006, p. 21 à 38 ;
- 43- « **La prise en charge des mineurs en psychiatrie** », en collaboration avec A. de Crevoisier, L'Entreprise Médicale Editions, novembre 2006, 110 pages ;
- 42- « **Permanence des soins et établissements de santé** », in « **La permanence des soins** », n° spécial de la Revue générale de droit médical, juillet 2006, p. 79 à 99 ;
- 41- « **La planification hospitalière** », fascicule n° 120, in « **Droit médical et hospitalier** », Litec, juillet 2006 ;
- 40- « **Mutations et enjeux des coopérations hospitalières** », A.J.D.A. 2006, p. 416 à 421 ;
- 39- « **Vademecum de l'administrateur de garde** », en collaboration avec B. Bonnici et A. de Crevoisier, L'Entreprise Médicale Editions, décembre 2005, 136 pages ;
- 38- « **La régulation de la concurrence par les agences régionales de l'hospitalisation** », in « **services de santé et concurrence** » co-direction avec E. Ghérardi, Revue générale de droit médical, hors série, 2005, p. 21 à 40 ;
- 37- « **Les aspects juridiques des recompositions hospitalières** », JCP A, 2005, n° 23, 1235 ;
- 36- « **La décentralisation en matière sanitaire, sociale et médico-sociale : une étape transitoire ?** », JCP A, 2005, n° 2, 1008 ;
- 35- « **L'inspection et le contrôle en matière sanitaire et sociale** », (direction d'une journée d'études dont les actes ont été publiés à la Revue fondamentale des questions hospitalières, juin 2004) ; « **Le statut de l'inspecteur** », p. 67 à 87 ;
- 34- « **La prétendue simplification du système hospitalier du 4 septembre 2003** » (en collaboration avec J.-M. Lemoyne de Forges), RD sanit. soc. 2004, p. 110 ;
- 33- « **L'obligation de payer** », Revue générale de droit médical, n° 11, décembre 2003, p. 69 à 79 ;
- 32- **Note sous « CAA Lyon, 19 nov. 2002, Brun et autres »**, JCP A, 2003, 20062 ;
- 31- « **L'ordonnance du 4 septembre 2003 et la réforme du statut juridique des COM** », Regards de la FHP, octobre 2003, n° 19, p. 29 à 31 ;
- 30- « **Le statut des établissements de santé privés** », in « **Lamy Droit de la santé** », fasc. n° 217, octobre 2003 ;
- 29- « **Rénovation de l'action sociale et médico-sociale** », (Direction d'un dossier spécial), Actualité et dossier en santé publique, juin 2003, n° 43, p. 13 à 54 ; « **La nouvelle régulation du dispositif social et médico-social : une transposition du dispositif hospitalier ?** », p. 23 à 27 ;
- 28- « **Le droit des autorisations hospitalières est-il un frein à la coopération interhospitalière ?** », RD sanit. soc., avril-juin 2003, p. 250 à 269 ;
- 27- « **La place de la loi du 4 mars 2002 dans l'évolution de la coopération hospitalière** », n° spécial sur la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, sous la direction de M. Cormier et F. Monéger, RD sanit. soc., octobre-décembre 2002, p. 752 à 764 ;
- 26- « **La notion d'établissement de santé** », in « **Lamy droit de la santé** », fasc. n° 205, octobre 2002 ;
- 25- « **La gestion des établissements de santé privés** », in « **Lamy droit de la santé** », fasc. n° 219, octobre 2002 ;
- 24- « **Les droits des malades dans la loi du 4 mars 2002** », Actualité et dossier en santé publique, septembre 2002, n° 40, p. 6 à 10 ;
- 23- « **Réseaux de soins et responsabilité** », L'Entreprise Médicale, 2001, n° 218, p. 9-10 ;
- 22- « **L'obligation de signalement des infections nosocomiales** », L'Entreprise Médicale, 2001, n° 217, p. 5-6 ;
- 21- « **Réformes hospitalières et éducation à la santé** », in « **L'éducation en santé : enjeux, obstacles, moyens** », sous la direction de M.-L. Moquet-Anger, éditions CFES, octobre 2001, p. 157 à 167 ;
- 20- « **Le contrôle de l'activité des établissements de santé** », L'Entreprise Médicale, 2001 n° 213, p. 9-10 ;
- 19- « **La réforme des pharmacies à usage intérieur** », L'Entreprise Médicale, 2001, n° 211, p. 10 à 12 ;
- 18- « **Le volet sanitaire de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001** », L'Entreprise Médicale, 2001, n° 210, p. 6 à 8 ;
- 17- « **La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001** », en collaboration avec X. Badin, Le Concours médical, 17 fév. 2001, p. 405 à 409 ;
- 16- « **Accréditation, quelles responsabilités ?** », Le Concours médical, 28 octobre 2000, p. 2442 à 2444 ;
- 15- « **Les effets juridiques de l'accréditation** », Le Concours médical, 21 octobre 2000, p. 2365 à 2368 ;
- 14- « **L'accréditation a-t-elle des conséquences juridiques ?** », Le Concours médical, 14 octobre 2000, p. 2282 à 2286 ;
- 13- « **La réforme des Comités de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN) à la lumière du décret du 6 décembre 1999** », L'Entreprise Médicale, 2000, n° 203, p. 2 à 8 ;
- 12- « **Missions et fonctionnement des commissions de conciliation des établissements de santé privés** », Hospitalisation privée, supplément au n° 350, janvier/février 2000, p. 6 à 11 ;
- 11- « **Les difficultés attachées à l'exercice de la néphrologie** », in « **Missions, pouvoirs et responsabilités du chef de service à l'hôpital : l'exemple de la néphrologie** », support documentaire de l'Entreprise Médicale, décembre 1999, p. 78 à 103 ;

## PUBLICATIONS (SUITE)

10- « *L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé* », L'Entreprise Médicale, 1999, n° 186, p. 2 à 10 ;

9- Notices n° 20 : « *La police administrative* » et n° 23 « *Les interventions de la puissance publique en matière sanitaire et sociale* », in « *Recueil de notices-Droit administratif et administration* », sous la direction de J. Petit, La Documentation française, juillet 1998 ;

8- « *La notion d'établissement de santé* », in « *De l'hôpital à l'établissement public de santé* » sous la direction de M.-L. Moquet-Anger, L'Harmattan, juillet 1998, p. 9 à 27 ;

7- « *Le personnel hospitalier face au droit communautaire* », en collaboration avec T. Larzul, in « *De l'hôpital à l'établissement public de santé* » sous la direction de M. L. Moquet-Anger, L'Harmattan, juillet 1998, p. 423 à 445 ;

6- « *L'informatisation des archives médicales hospitalières* », RD sanit. soc., juillet septembre 1994, n° 3, pages 456 à 465) ;

### MÉMOIRES :

#### 1992-1993 :

5- « *Les lois de finances rectificatives* », mémoire pour le DEA de finances publiques et de fiscalité de l'Université Panthéon-Assas ;

4- « *La fiscalité des cessions d'autorisations administratives* », mémoire pour le DEA de finances publiques et de fiscalité de l'Université Panthéon-Assas ;

3- « *La loi du 6 février 1992 : une nouvelle organisation territoriale de la République ?* », mémoire pour le DEA de finances publiques et de fiscalité de l'Université Panthéon-Assas ;

#### 1991-1992 :

2- « *L'établissement de santé* », mémoire pour le DEA de droit public interne de l'Université Panthéon-Assas (mémoire honoré du premier prix de l'Association Française de Droit de la Santé, décembre 1994) ;

1- « *La responsabilité de l'armée du fait des dommages subis par les personnels militaires* », mémoire pour le DEA de droit public interne de l'Université Panthéon-Assas ;

## CONFÉRENCES ET INTERVENTIONS

Nombreuses participations à des colloques ou des journées d'études juridiques ;

Animation de nombreuses formations auprès d'acteurs de la santé (LEH, fédérations hospitalières privées FEHAP et FHP, l'Entreprise Médicale, Syndicats médicaux, URPS, ARH et ARS).